

Europe

LE DANEMARK APRÈS TRUMP ET LA CRISE DU GROENLAND : LA FIN DU SUPER-ATLANTISME ?

Rebecca Allouche

20/03/2026

Pendant des décennies, le Danemark s'est fortement appuyé sur les États-Unis dans l'espoir d'obtenir des garanties de sécurité. Mais à la suite de la « crise du Groenland », le pays traverse une phase profonde de remise en question, marquée par la naissance d'un sentiment anti-américain et par une défiance envers Washington. Rebecca Allouche, journaliste danoise, propose une analyse de l'évolution de l'alliance entre le Danemark et les États-Unis, et du pays en pleine recomposition.

Si la première année suivant l'investiture du président Donald Trump a entraîné, pour les Européens, un réveil sur la dégradation des relations transatlantiques, alors que les États-Unis tournaient le dos au Vieux Continent, peu de pays ont découvert cette nouvelle réalité de manière aussi brutale que le Danemark et le Groenland.

Menaces d'annexion du Groenland « sans exclure l'usage de la force¹ », humiliations répétées qualifiant le Danemark d'allié peu fiable, menaces de taxes supplémentaires contre les pays de l'Union européenne (UE) soutenant le royaume : le Danemark a été confronté aux turbulences de l'administration Trump II, dans ce qui est considéré comme la pire crise diplomatique du royaume depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après une année 2025 et surtout plusieurs semaines décisives en janvier 2026 au cours desquelles les menaces de Trump ont mis à l'épreuve l'unité de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'UE, la crise s'est – pour l'instant – calmée, les négociations ont commencé à Washington, offrant aux Groenlandais un répit bienvenu. À Davos, Donald Trump a affirmé ne pas envisager le recours à la force, tout en laissant entendre de manière énigmatique avoir discuté avec Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, d'un « très bon accord² ».

Si le Groenland s'est retrouvé en première ligne et directement sous la menace nord-américaine, l'année écoulée a aussi engendré de profondes transformations au Danemark. Dans la vie politique et au sein de la population, une rupture s'est opérée avec les États-Unis, son allié le plus proche. Cette note montre comment la crise du Groenland a transformé le pays qui était autrefois peut-être le plus atlantiste d'Europe.

Le Groenland et le Danemark : divisions et rapprochements

Avant toute chose, il convient d'évoquer la relation entre le Groenland et le Danemark. Le Groenland est un territoire relevant du royaume de Danemark, avec également les îles Féroé. Depuis 2009, il bénéficie d'un gouvernement autonome, ce qui lui permet de gérer un large éventail de compétences internes et lui offre la possibilité de choisir l'indépendance, à l'avenir. La défense, la sécurité et les affaires étrangères restent pour l'instant sous la responsabilité du gouvernement danois. Le Groenland est représenté par deux députés au Parlement danois (sur 179 députés au total).

La relation entre le Groenland et le Danemark est complexe, marquée à la fois par des traumatismes coloniaux et par une histoire commune. Le Danemark a perpétré plusieurs abus sur la population groenlandaise, dont la célèbre « affaire des stérilets » où, notamment dans les années 1960-1970, environ 4500 femmes groenlandaises s'en sont fait poser un sans leur consentement, dans le but de contrôler la croissance démographique³.

Aujourd'hui, des problèmes persistent : de nombreux Groenlandais vivant au Danemark se trouvent dans une situation de vulnérabilité sociale et affirment être confrontés à des formes de racisme et de discrimination. À titre d'exemple, les femmes groenlandaises courent un risque nettement plus élevé de voir leurs enfants placés de force – un risque estimé à environ cinq fois supérieur à celui concernant les enfants danois⁴. Plusieurs observateurs, parmi lesquels des experts en droits humains, ont souligné qu'un facteur déterminant pourrait résider dans les tests utilisés pendant de nombreuses années pour évaluer la capacité des parents à s'occuper de leurs enfants. Ces évaluations ne prennent pas suffisamment en compte les différences culturelles et sociales et sont menés en danois, langue qui n'est pas la langue maternelle des Groenlandais. Ces éléments sont susceptibles d'influencer le « score » attribué aux femmes groenlandaises et, par conséquent, les décisions prises par les autorités danoises⁵.

Cette situation ainsi que l'histoire nourrissent une colère au Groenland, tandis que de nombreux Danois ont longtemps eu l'impression d'avoir été un « bon colonisateur⁶ », notamment en raison de l'aide économique annuelle versée par le Danemark, qui s'élevait à environ 536 millions d'euros en

2024, soit près de la moitié du budget public du Groenland. La relation reste asymétrique et les Danois connaissent généralement peu la culture et la langue groenlandaises, du moins jusqu'à la résurgence des tensions liées aux déclarations de Trump.

Malgré cela et les 3551 kilomètres qui les séparent, les deux peuples restent étroitement liés en raison de la longue présence danoise au Groenland, depuis le XVIII^e siècle. Beaucoup ont des origines mixtes. Sur les quelque 57 000 habitants du Groenland, environ 4000 sont d'origine danoise, tandis qu'environ 17 000 personnes nées au Groenland vivent au Danemark, établissant de nombreux liens familiaux et amicaux entre les deux pays. Une des manifestations des liens culturels entre Copenhague et Nuuk est le rapport particulier entre le peuple groenlandais et la famille royale danoise : deux des enfants du roi Frederik X et de la reine Mary ont reçu des prénoms groenlandais comme deuxième prénom – le prince Vincent portant le nom Minik et la princesse Josephine le nom Ivalo – ce qui a été souligné comme un geste symbolique fort en direction du Groenland⁷.

La majorité des Danois souhaite que le Groenland reste dans le royaume, même si c'est un sujet encore relativement peu étudié. Selon une enquête datant de janvier 2025, 70% des Danois estiment que le Groenland devrait rester dans le royaume⁸. Toutefois, 43% d'entre eux se prononcent en faveur d'une autonomie plus large que celle dont il bénéficie aujourd'hui. Seuls 17% des Danois soutiennent l'idée d'une indépendance totale du Groenland. À l'inverse, les Groenlandais aspirent depuis plusieurs années à une indépendance à long terme, tout en choisissant, pour l'instant, de rester au sein du royaume. D'après une enquête de janvier 2026, 62% des Groenlandais déclarent souhaiter rester dans le royaume, tandis qu'un quart d'entre eux estime que le Groenland devrait accéder à l'indépendance dès à présent. De manière générale, l'idée de quitter le royaume suscite une réticence notable lorsqu'elle est associée au risque d'une baisse du niveau de vie⁹.

La crise du Groenland a provoqué des divisions au sein du royaume, en particulier autour de la question de l'indépendance. Certains ont, par exemple, soutenu que seul le Groenland aurait dû participer à la réunion à Washington le 14 janvier dernier entre Vivian Motzfeldt, alors ministre groenlandaise des Affaires étrangères, le ministre danois des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen, le secrétaire d'État américain Marco Rubio et le vice-président J.D. Vance – ce qui aurait en réalité pu être problématique au regard de la Constitution danoise, dans la mesure où la défense, la sécurité et les affaires étrangères du royaume relèvent de la responsabilité du gouvernement danois.

Dans le même temps, on observe depuis un an, et plus encore depuis la fin janvier 2026, un rapprochement notable entre Copenhague et Nuuk. L'été précédent, la Première ministre danoise

Mette Frederiksen s'était rendue au Groenland et avait présenté officiellement, pour la première fois, des excuses de la part du Danemark pour « l'affaire des stérilets¹⁰ ». Par ailleurs, la volonté d'impliquer davantage les responsables politiques groenlandais dans les décisions les concernant s'est renforcée.

Le 13 janvier dernier, le chef du gouvernement groenlandais Jens-Frederik Nielsen a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec Mette Frederiksen : « Si nous devons choisir entre les États-Unis et le Danemark ici et maintenant, nous choisissons le Danemark. Nous choisissons l'OTAN, le Royaume du Danemark et l'Union européenne ». Il a également précisé que ce n'était pas le moment pour des disputes internes, sous-entendant qu'il n'était pas temps de discuter d'indépendance.

Le 17 janvier 2026, des manifestations de solidarité avec les Groenlandais ont eu lieu dans les plus grandes villes du Groenland et du Danemark. À Copenhague, environ 20 000 personnes ont participé. On observe par ailleurs, du côté danois, un intérêt accru pour le Groenland et une sympathie envers ses habitants – par exemple, avec une augmentation spectaculaire des achats d'articles exprimant un soutien au Groenland, tels que des drapeaux, des pins et des casquettes¹¹, ainsi qu'une forte hausse des réservations de voyages à destination du Groenland¹². Une partie de la colère danoise contre Trump et les États-Unis s'explique donc aussi par ce rapprochement avec les Groenlandais.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La relation dano-américaine et le super-atlantisme

La relation entre le Danemark et les États-Unis, établie depuis 1801 et consolidée par une alliance militaire formelle au sein de l'OTAN depuis 1949, est l'un des plus anciens liens diplomatiques ininterrompus de l'histoire nord-américaine.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, et plus encore depuis la Guerre froide, le Danemark peut être qualifié de pays super-atlantiste. Les responsables politiques danois ont, de manière constante,

désigné les États-Unis comme leur allié le plus proche. À l'inverse, le Danemark a entretenu une relation relativement critique à l'égard de l'Union européenne, le pays se voyant alors plus comme un petit frère des États-Unis que comme un membre de la famille européenne.

En tant que petit État, le Danemark s'est largement aligné sur les États-Unis, d'abord pour des raisons de sécurité, ensuite pour les échanges économiques (les États-Unis constituant le principal marché du Danemark), et puis en raison d'une forme de proximité idéologique. Le Danemark, pays protestant et pragmatique, attaché à l'efficacité, à la valeur du travail, à la liberté de pensée et à la démocratie, a longtemps pu se reconnaître dans les États-Unis, bien qu'il soit un État providence fort.

Contrairement à son voisin nordique, la Suède, le Danemark n'a pas développé, depuis la fin de la Guerre froide, de tradition forte de critique anti-américaine. Les critiques se sont le plus souvent limitées au système de santé nord-américain ou à la législation sur les armes à feu. Ces dernières années, elles se sont toutefois accentuées autour du virage conservateur nord-américain – en particulier sous les mandats de Donald Trump – ainsi que de l'abrogation, en 2022, du droit fédéral à l'avortement¹³.

L'influence culturelle des États-Unis au Danemark est considérable. Les tendances, produits, technologies et références culturelles y sont largement importés. Cela concerne aussi bien des phénomènes sociaux, tels le mouvement *Black Lives Matter*¹⁴, que la consommation massive de films et de musique nord-américains¹⁵, les tendances *fitness*, l'adoption du *Black Friday* ou encore l'usage des réseaux sociaux comme Facebook, le Danemark ayant, à un moment donné, été le pays comptant le plus grand nombre de profils par habitant au monde¹⁶. Par ailleurs, les séries et films nord-américains n'y sont généralement pas doublés, et de nombreux anglicismes ont été intégrés à la langue danoise. Le Danemark figure d'ailleurs parmi les pays non anglophones présentant le plus haut niveau de maîtrise de l'anglais au monde¹⁷. Cette exposition constante contribue sans doute à un sentiment de proximité avec la culture nord-américaine.

Sécurité et coopération militaire

Dans l'ensemble, le Groenland a contribué à renforcer la position du Danemark sur la scène internationale et constitue un élément clé de ses relations avec les États-Unis, qui y entretiennent une coopération étroite depuis plusieurs décennies. Alors que le Danemark était occupé par l'Allemagne nazie, les États-Unis ont temporairement assuré, dès 1941, la défense du Groenland afin d'empêcher toute présence nazie sur l'île. Depuis, conformément à l'accord de défense de 1951 (basé sur l'entente de 1941) conclu entre les États-Unis et le royaume du Danemark, Washington

dispose dans les faits d'une large liberté pour établir des installations militaires sur le territoire groenlandais. Les Nord-Américains ont également déjà tenté à plusieurs reprises d'acheter le Groenland dans les années 1860 et 1910, puis en 1946, en proposant alors au Danemark 100 millions de dollars en or¹⁸.

Le Groenland a revêtu une importance stratégique majeure pour les États-Unis, en particulier durant la Guerre froide, période au cours de laquelle la présence américaine était massive sur la base aérienne de Thulé (aujourd'hui base spatiale de Pituffik).

Le Danemark a secrètement autorisé la présence d'armes nucléaires américaines au Groenland, malgré une politique danoise depuis 1957 interdisant les armes nucléaires sur son territoire en temps de paix. Le gouvernement danois a fermé les yeux sur les activités américaines, adoptant une politique de « don't ask, don't tell ». En 1968, un bombardier américain B-52 s'est écrasé au Groenland, ce qui a conduit le Danemark à réaffirmer certaines limites concernant les armes nucléaires – du moins publiquement – et il semble que les États-Unis n'aient pas stationné d'armes nucléaires au Groenland depuis¹⁹.

Dans les années 1980, les relations entre le Danemark et les États-Unis, ainsi qu'avec l'OTAN de manière générale, étaient fortement dégradées, en raison de l'opposition d'une majorité du Parlement danois au réarmement nucléaire de l'Alliance, visant à dissuader l'Union soviétique.

Au cours des années 1990, la retenue militaire du Danemark a disparu et le pays a participé, entre autres, à la guerre de Bosnie. Cela a notamment permis, pour la première fois et au grand enthousiasme des Danois, de recevoir la visite d'un président américain en exercice : Bill Clinton, accueilli à Copenhague comme une véritable rock star en 1997²⁰.

Depuis ces années, le Danemark mène une politique étrangère active. Malgré la taille réduite de ses forces armées, le pays a fait preuve d'une forte disposition à participer à des opérations militaires dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cette politique se consolide dans le sillage du 11 septembre 2001, avec l'élection du dirigeant libéral Anders Fogh Rasmussen au poste de Premier ministre (2001-2009, avant qu'il ne devienne secrétaire général de l'OTAN). Atlantiste convaincu, il engage le Danemark sans réserve aux côtés des États-Unis dans sa « guerre contre le terrorisme²¹ ». Rapporté à sa population, le pays figure rapidement parmi les membres de l'OTAN ayant engagé le plus de moyens financiers et militaires en Afghanistan, où il a perdu 44 soldats, soit 7,82 morts par million d'habitants. Il s'agit ainsi du pays de l'OTAN ayant subi, proportionnellement à sa population, le plus grand nombre de pertes militaires après les États-Unis, qui ont perdu environ 3000 soldats (soit 7,96 par million d'habitants)²².

Le Danemark fait également partie des rares pays à participer à la guerre controversée en Irak en 2003. Une décision qui a divisé profondément la population, avec 57% des Danois qui se déclaraient opposés à l'engagement du pays dans la guerre²³, mais qui a contribué en parallèle à créer une forme de *goodwill* (« bonne volonté ») du côté américain. Anders Fogh Rasmussen entretient alors une relation étroite et cordiale avec le président George W. Bush, offrant au Danemark un accès privilégié à la Maison-Blanche et renforçant son rapprochement avec les États-Unis.

L'engagement militaire soutenu du Danemark s'explique à la fois par la volonté d'accumuler du capital politique et de renforcer sa crédibilité stratégique auprès des États-Unis. Il repose aussi sur une conviction plus normative : l'idée que la ligne américaine correspondait à ce qui était perçu comme moralement juste, et que les États-Unis constituaient un phare démocratique. S'y ajoute l'ambition de se positionner comme un acteur actif et visible sur la scène internationale. Cette perception d'un alignement étroit et constant est régulièrement confirmée du côté américain. Comme lorsqu'en 2023, Joe Biden affirmait : « Le Danemark est l'un de nos plus grands alliés et amis les plus fiables, nos amis les plus proches, et il est aligné avec nous sur chaque question mondiale à laquelle nous avons participé²⁴ ».

Cette proximité stratégique nourrit toutefois des critiques. Le Danemark apparaît parfois comme un allié excessivement aligné sur Washington, au risque d'entamer sa crédibilité auprès de ses partenaires européens. Cette perception s'est particulièrement renforcée en 2021, lorsqu'une enquête journalistique révéla que le Service de renseignement de la défense danois (FE) avait coopéré avec la NSA américaine pour faciliter des opérations d'interception *via* des câbles de télécommunications situés sur le territoire danois. Ces opérations auraient permis d'espionner plusieurs dirigeants européens entre 2012 et 2014, dont la chancelière allemande Angela Merkel, ainsi que des responsables politiques français, norvégiens et suédois²⁵.

Refroidissement des relations sous Trump et la « crise du Groenland »

Donald Trump avait déjà annoncé en 2019, lors de son premier mandat, son intention d'acheter le Groenland²⁶, une déclaration qui a conduit le Danemark à investir plus massivement dans la sécurité en Arctique. À l'époque, Mette Frederiksen, qui est Première ministre du Danemark depuis l'été 2019, avait qualifié cette proposition d'« absurde », ce que Trump avait jugé *nasty* (« méchant »), conduisant à l'annulation de sa visite prévue au Danemark²⁷.

Après la réélection de Donald Trump en novembre 2024, les relations entre le Danemark et les États-Unis se sont de nouveau tendues, à cause de ses nouvelles déclarations concernant l'achat du Groenland²⁸ et de la nomination en décembre 2024 de Ken Howery, un homme d'affaires connu, comme ambassadeur des États-Unis au Danemark, avec pour objectif la prise de contrôle du Groenland²⁹. Contrairement aux pays voisins, tels que la Finlande, la Norvège et l'Allemagne, dont les dirigeants ont tous rendu visite à Trump à la Maison-Blanche en 2025, ce fut silence radio entre Washington et Copenhague. Après une conversation téléphonique sur le Groenland en janvier 2025 entre Mette Frederiksen et Donald Trump, qui, selon plusieurs médias, aurait dégénéré en querelle, aucune autre conversation bilatérale n'a eu lieu entre les deux dirigeants durant le reste de l'année³⁰.

Au cours de cette première année de crise, la stratégie du gouvernement danois a été de rester discret et d'éviter la confrontation directe avec Trump, tout en renforçant les liens avec le Groenland, en contrant les informations trompeuses et en sollicitant le soutien de ses alliés européens, comme Emmanuel Macron, qui accompagne Mette Frederiksen au Groenland à l'été 2025. Depuis, tant le gouvernement danois que le gouvernement groenlandais ont maintenu tout au long du processus qu'un achat du Groenland n'était pas négociable.

Plusieurs événements en 2025 ont nourri la critique des Danois envers Washington, notamment la visite de Donald Trump Junior au Groenland pour une opération séduction³¹, ainsi que celle de J.D. Vance et de son épouse Usha Vance à la base de Pituffik³². Sans oublier les révélations du journal américain *The Wall Street Journal* que trois agences de renseignement américaines – la CIA, la NSA et la DIA – avaient reçu l'ordre d'espionner le Groenland et le Danemark³³. Selon ces révélations, les services de renseignement américains auraient notamment été chargés d'identifier, au Groenland et au Danemark, des personnes soutenant les objectifs des États-Unis concernant le Groenland. Cette situation a conduit le ministre danois des Affaires étrangères à convoquer l'ambassadeur des États-Unis pour un entretien au ministère des Affaires étrangères.

Le Danemark a également subi une série d'humiliations répétées, notamment le fait d'être qualifié d'allié peu fiable, incapable d'assurer la sécurité du Groenland.

D'allié à menace : l'opinion publique la première année de crise

Il convient de noter qu'avant même sa réélection, Trump bénéficiait d'un soutien très limité au Danemark, l'un des pays européens où les opinions favorables à son égard étaient les plus faibles. Selon un sondage Voxmeter de novembre 2024³⁴, seuls 7,8% des Danois voteraient pour Donald Trump lors du dernier scrutin présidentiel américain, contre 83,5% pour Kamala Harris, les 8,7%

restants étant indécis. À titre comparatif, en France, le soutien pour Trump et Harris était respectivement de 13% et 64%³⁵.

Après le lancement de sa mission d'annexion du Groenland, un tournant s'opère immédiatement dans l'opinion publique danoise. Selon un sondage YouGov de février 2025, la proportion de Danois ayant une opinion favorable des États-Unis chute brutalement, passant de 48% à 20%, tandis que 74% expriment une perception négative des États-Unis³⁶. Cela se traduit également par des boycotts de produits américains : plusieurs chaînes de supermarchés danoises mettent en place des étiquettes indiquant l'origine de produits. Au cours de la première année de la nouvelle présidence Trump, les ventes de voyages touristiques vers les États-Unis chutent d'environ 50%³⁷. On observe donc une réticence générale à soutenir non seulement Trump, mais l'ensemble de ce qui est américain.

En mars 2025, 41% des Danois déclarent, dans une enquête menée par l'institut Verian, considérer les États-Unis comme une menace pour le Danemark (plus que l'Iran et la Corée du Nord)³⁸. Cette perception s'inscrit également dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le Danemark est l'un des pays qui soutient le plus activement l'Ukraine sur les plans militaire et financier, avec un large consentement de la population.

Cette défiance se reflète aussi par une opposition à l'accord de défense conclu avec les États-Unis en 2023, qui autorise le stationnement de soldats et de matériel militaire américain sur le sol danois pour une durée de dix ans non résiliable. L'accord prévoit que les soldats américains relèvent de la juridiction américaine. Avant sa ratification à l'été 2025, 47% des Danois s'y opposaient, redoutant que cet accord facilite l'accès de leur territoire à une puissance désormais perçue comme potentiellement hostile³⁹. Cette perception est en partie confirmée par les autorités danoises. Dans son rapport annuel de décembre 2025, le Service de renseignement de la défense mentionne pour la première fois les États-Unis comme un facteur négatif dans l'évaluation des menaces contre le Danemark, soulignant que « les États-Unis utilisent de plus en plus leur puissance économique et technologique comme un instrument de pouvoir, y compris à l'encontre de leurs alliés et partenaires⁴⁰ ».

Janvier 2026 : « le Danemark se trouve à un carrefour »

Lors de la « deuxième phase » de la crise du Groenland, de décembre 2025 à janvier 2026, les menaces de Trump semblent devenir plus concrètes, en particulier après l'opération *Absolute Resolve* au Venezuela. Les humiliations se multiplient de la part de la Maison-Blanche, qualifiant les Danois d'« ingrats » et affirmant que tout ce qu'ils ont fait pour la sécurité se résume « à ajouter un

traîneau à chiens supplémentaire » au Groenland⁴¹.

De nouvelles réactions anti-américaines apparaissent à différents niveaux de la société danoise. Certains réclament la fermeture d'un petit festival au nord-est du pays, Rebildfestivalen, où l'on célèbre depuis 1912 l'indépendance des États-Unis. Plusieurs responsables politiques refusent maintenant de subventionner un événement qui célèbre les États-Unis⁴².

Le responsable politique d'extrême droite Morten Messerschmidt, chef du Dansk Folkeparti, est le seul président de parti du Parlement à ne pas soutenir la gestion de la crise par le gouvernement. La tendance générale reste que l'opposition ne veut pas instrumentaliser la crise à des fins de politique intérieure. Messerschmidt s'est rendu lui-même en janvier 2025 – là encore, le seul président de parti – à la résidence de Trump à Mar-a-Lago dans l'espoir de le rencontrer dans le cadre de son investiture. Ce qui lui vaut maintenant en 2026 des critiques pour un soutien perçu comme une forme de trahison nationale⁴³.

Plusieurs caisses de pension danoises ont récemment retiré leurs investissements du marché nord-américain. En janvier 2026, AkademikerPension a vendu ses obligations d'État américaines pour une valeur d'environ 86 millions d'euros. L'affaire a été reprise par tant de médias que même le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a commenté l'histoire à Davos, déclarant : « L'investissement du Danemark dans les obligations d'État américaines est, comme le Danemark lui-même, sans importance⁴⁴ ». Pas exactement de la diplomatie susceptible de désamorcer la crise entre les deux pays.

Progressivement, le gouvernement a adopté un ton plus direct envers les États-Unis – soutenu par plusieurs pays européens –, la colère augmentant surtout après la menace de droits de douane supplémentaires. Mette Frederiksen a déclaré notamment que « le Danemark se trouve à un carrefour » et que « si les États-Unis choisissent d'attaquer militairement un autre pays de l'OTAN, alors tout s'arrête⁴⁵ ». Tout au long de la crise, le gouvernement danois a cependant affirmé que les États-Unis restaient le plus proche allié du Danemark. Mais lors de l'émission télévisée *Debatten*, le 19 janvier dernier, alors que les tensions autour du Groenland atteignent leur paroxysme, le ministre de la Culture Jakob Engel-Schmidt, interrogé avec insistance sur la question, déclare que : « En l'état actuel des choses, il est difficile de répondre par l'affirmative à la question de savoir si les États-Unis sont notre plus proche allié. Les pays avec lesquels nous sommes alliés sont ceux dont nous pouvons attendre clairement qu'ils seront à nos côtés au moment où quelqu'un nous voudra du mal ou franchira ce seuil ». Et d'ajouter : « Les derniers jours ont donné une indication de qui sont nos véritables amis. L'ambassadeur d'Allemagne a affirmé qu'ils nous soutiennent. Nous avons également ressenti le soutien du Premier ministre britannique et du président français Macron⁴⁶ ».

L'élément de rupture le plus dramatique est peut-être la révélation que des soldats danois étaient prêts à entrer en conflit et avaient été déployés au Groenland équipés de munitions réelles⁴⁷. Cette décision bénéficiait d'un large soutien, non seulement au sein du gouvernement danois, mais aussi parmi les partis d'opposition, à la fois de droite et de gauche, prêts à intervenir si nécessaire⁴⁸.

Engagement militaire et colère des vétérans

Alors que la crise du Groenland se calmait, la colère s'est déplacée vers un nouveau terrain : l'engagement militaire du Danemark aux côtés des États-Unis. Dès les premières accusations d'être un « mauvais allié » depuis Washington, plusieurs vétérans ainsi que le gouvernement danois ont mis en avant les interventions militaires danoises menées après le 11 septembre 2001, lorsque les États-Unis ont invoqué l'article 5 de l'OTAN.

Cela n'a toutefois guère eu d'effet de l'autre côté de l'Atlantique. L'une des réactions de J.D. Vance a été la suivante : « Juste parce que vous avez fait quelque chose d'intelligent il y a vingt-cinq ans, cela ne signifie pas que vous ne pouvez pas faire quelque chose de stupide maintenant⁴⁹ ».

Fin janvier 2026, Donald Trump a déclaré à propos des soldats de l'OTAN en Afghanistan : « Nous n'avons jamais eu besoin d'eux. Nous ne leur avons jamais vraiment rien demandé. Ils diront qu'ils ont envoyé des troupes en Afghanistan... et ils l'ont fait, mais ils sont restés un peu en retrait, un peu à l'écart des lignes de front⁵⁰ ». Mette Frederiksen a qualifié ces déclarations d'insupportables, mais n'a pas évoqué d'excuses – contrairement au Premier ministre britannique Keir Starmer – compte tenu du niveau déjà élevé des tensions. En revanche, l'ancien chef de la défense danoise a adressé une lettre ouverte à l'ambassadeur des États-Unis au Danemark, dans laquelle il exige des excuses.

Un vétéran a planté 44 drapeaux danois devant l'ambassade américaine, chacun portant le nom d'un soldat danois tombé en Afghanistan. Les drapeaux ont été retirés par l'ambassade (en invoquant un « malentendu »), ce qui a provoqué une indignation encore plus forte. Le geste a rapidement été reproduit et, le 31 janvier 2026, des centaines de vétérans et de citoyens ont participé à une marche silencieuse sous la bannière #NoWords (« Pas de mots »), qui s'est achevée devant l'ambassade américaine à Copenhague, à l'appel de l'Association danoise des anciens combattants⁵¹.

Bien que la remarque du président américain ne visait pas spécifiquement le Danemark et suscitait des critiques dans d'autres pays, elle a particulièrement choqué Copenhague, fortement engagée militairement en Afghanistan et en Irak afin de démontrer sa loyauté. Un vétéran d'Afghanistan a

publié dans le média danois *Altinget* une tribune intitulée : « J'ai tué pour les États-Unis. Mais la vérité est qu'ils n'ont jamais été nos amis⁵² ». Il y écrit notamment : « Près de vingt-cinq ans plus tard, nous restons sans *goodwill*. Sans points marqués auprès de Washington. Le crédit que nous pensions avoir gagné s'est révélé éphémère » et « ce que nous pensions être une communauté de valeurs était en réalité un échange où seule une partie se sentait liée ». Ce texte illustre le débat et le sentiment de trahison et de déception au sein du pays scandinave : était-ce une erreur de s'engager autant aux côtés d'une superpuissance dans l'espoir qu'elle viendrait un jour à votre secours en cas de besoin ? Les États-Unis sont-ils encore un véritable allié du Danemark ?

Vers une nouvelle stratégie et identité ?

Au moment même où le Danemark entretient ses relations les plus dégradées avec les États-Unis depuis des décennies, il est engagé dans des négociations cruciales avec eux. Officiellement, celles-ci se déroulent bien, mais des divergences fondamentales persistent, et l'inquiétude demeure, tant du côté danois que groenlandais : que se passera-t-il si Donald Trump change d'avis ?

Récemment, Nathan Sheridan, ancien expert de l'Arctique au département d'État américain, qui a quitté ses fonctions sous Trump, a mis en garde le Danemark dans le quotidien *Politiken* contre la conclusion d'un accord avec l'administration américaine sur le Groenland : « Ces jours-ci, tout accord avec les États-Unis ne vaut pas mieux qu'un message sur Truth Social le lendemain matin⁵³ ».

Une crainte déjà confirmée. À la suite de la réunion à Washington le 14 janvier dernier entre les ministres danois et groenlandais des Affaires étrangères et J.D. Vance et Marco Rubio, au cours de laquelle il avait été convenu de créer un groupe de travail commun sur les questions de sécurité, la Maison-Blanche a communiqué que ce groupe devait en réalité examiner les modalités d'une prise de contrôle américaine du Groenland.

Plusieurs observateurs estiment dès lors que les négociations ressembleront, dans les faits, à celles déjà conclues en 1951. L'idée que le Groenland et le Danemark accepteraient de céder aux États-Unis une « souveraineté sur de petites portions de territoire » – comme l'ont évoqué certains médias américains après la rencontre entre Trump et Rutte – paraissait peu crédible, d'autant plus au regard du faible niveau de confiance envers Washington. Jens-Frederik Nielsen a d'ailleurs rejeté cette hypothèse, affirmant que les États-Unis « n'obtiendraient pas le moindre centimètre de territoire⁵⁴ ».

Au-delà des négociations, difficiles à anticiper, se pose bien sûr une question plus fondamentale : que faire si les États-Unis ne sont plus un allié fiable ? Cette interrogation dépasse largement le seul cas danois et concerne l'ensemble de l'Europe (voire le monde occidental dans son ensemble). La crise du Groenland n'a fait que rendre cette dépendance plus visible.

Face à cette crise, les dirigeants danois se sont appuyés sur leurs partenaires européens, qui ont largement soutenu le royaume, notamment à travers de nombreuses déclarations, l'opération militaire *Arctic Endurance* au Groenland et le sommet de Bruxelles du 22 janvier 2026. Ce soutien inclut également le Canada qui, à l'instar de la France, vient d'ouvrir un consulat à Nuuk. Le Danemark renforce visiblement ses relations diplomatiques avec l'Union européenne et les autres pays nordiques – une évolution déjà amorcée, notamment depuis la guerre en Ukraine qui, en 2022, a conduit le pays à lever son *opt-out* en matière de défense. Plus récemment, le Danemark fait partie des huit pays européens ayant accepté de participer à la dissuasion nucléaire « avancée » proposée par la France⁵⁵.

Le Groenland et la sécurité arctique semblent devenir un domaine où la coopération se renforce, ce que l'on peut également constater avec la mission *Arctic Sentry*, lancée par l'OTAN en février dernier, qui vise à renforcer l'alliance dans le grand Nord⁵⁶. Fin janvier, Mette Frederiksen et Jens-Frederik Nielsen se sont ainsi rendus à Berlin, chez Friedrich Merz, à Bruxelles au siège de l'OTAN chez Mark Rutte, et à l'Élysée chez Emmanuel Macron. Lors de ce déplacement, Mette Frederiksen a déclaré, en ce qui concerne la situation du royaume et de l'Europe : « Il n'y a qu'une seule voie pour y faire face. C'est une coopération européenne de plus en plus étroite et de plus en plus forte, et c'est pourquoi il est important d'avoir de bonnes relations à la fois dans un cadre européen large et, en particulier, dans le cadre de l'UE⁵⁷ ».

Si le Danemark, pays historiquement hyper-atlantiste, a été l'un des premiers États européens à voir son alliance avec les États-Unis profondément fragilisée, pourrait-il aussi devenir un laboratoire de la manière dont un pays européen peut – volontairement ou de manière contrainte – se réorienter vers une plus grande autonomie stratégique dans un cadre européen ?

Cette transition est toutefois loin d'être simple. Des décennies de coopération étroite ont profondément imbriqué le Danemark aux États-Unis, notamment dans le domaine sécuritaire : la coopération de câbles avec la NSA constitue un pilier du renseignement danois, tout comme le programme des avions F-35 est central pour la défense danoise – encore à l'automne 2025, le pays a acquis 16 nouveaux avions F-35⁵⁸. Par ailleurs, le Danemark est un pays hautement numérisé et fortement dépendant de technologies américaines.

Sur le plan commercial, et en réponse aux nouveaux tarifs douaniers annoncés par Trump, de nouvelles orientations stratégiques se dessinent, tant au niveau européen – avec, entre autres, l'accord de libre-échange historique avec l'Inde – qu'au niveau bilatéral. Le Danemark et l'Allemagne ont conclu, fin janvier dernier, un accord pour la construction de parcs éoliens pouvant atteindre trois gigawatts en mer Baltique, dans les eaux danoises, avec une garantie financière assurée par l'État allemand. Mais il ne fait aucun doute que les grandes entreprises danoises restent profondément dépendantes des États-Unis, à l'instar du groupe pharmaceutique Novo Nordisk, qui réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires aux États-Unis et dont l'action a chuté de 17% en une seule journée en février dernier, après des prévisions sombres pour 2026⁵⁹.

Au-delà du commerce et de la sécurité, c'est l'identité même du pays qui est en jeu. Sur le plan intérieur, la crise a eu un impact significatif sur l'opinion. Le Danemark est actuellement gouverné par une coalition réunissant le parti centriste des Modérés, le parti libéral Venstre et les sociaux-démocrates dirigés par Mette Frederiksen. À l'approche de Noël, cette dernière semblait fragilisée, notamment à la suite du scrutin municipal, catastrophique pour les sociaux-démocrates, en novembre 2025⁶⁰. Dans le même temps, le bloc de droite apparaissait en position de remporter les prochaines élections et de former un gouvernement dirigé par Troels Lund Poulsen, chef de Venstre, alors donné favori par l'opinion publique pour le poste de Premier ministre⁶¹.

Avec la crise du Groenland, la tendance s'est inversée, comme en témoignent les sondages réalisés immédiatement après celle-ci : les sociaux-démocrates ont progressé de cinq points, tandis que les Modérés, le parti du ministre des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen, ont enregistré une hausse de 4,2 points⁶². Cette nouvelle position renforcée dans les sondages a sans doute constitué un facteur déterminant dans la décision du 26 février 2026 de Mette Frederiksen de convoquer des élections anticipées. Celles-ci doivent se tenir le 24 mars prochain, soit exceptionnellement tôt, environ sept mois avant l'échéance à laquelle elle aurait été contrainte d'organiser le scrutin.

Bien que Donald Trump ne figure pas nécessairement parmi les principaux sujets de préoccupation des électeurs danois dans cette campagne électorale, son influence se tient néanmoins en arrière-plan. Dans un pays où la politique étrangère joue habituellement un rôle limité dans les campagnes électorales, la crise du Groenland soulève la question de savoir quel dirigeant sera capable de faire face à l'occupant de la Maison-Blanche. À cet égard, Mette Frederiksen, souvent décrite comme une « Première ministre de crise⁶³ », semble bénéficier d'un avantage. Souvent accusée d'être autoritaire pendant son mandat, Mette Frederiksen a répondu à cette critique lors d'un débat de campagne. Elle a expliqué que ces reproches avaient disparu depuis janvier dernier, car la crise avait montré concrètement ce que signifie diriger le pays dans une situation difficile. Elle est par ailleurs la seule cheffe de gouvernement danoise à avoir été en fonction durant toute la période au

cours de laquelle la question du Groenland s'est imposée dans le débat politique, depuis 2019 jusqu'à aujourd'hui.

Une enquête menée pendant la campagne montre que 30,2% des Danois préfèrent Mette Frederiksen comme Première ministre après les élections, contre 9,1% pour Troels Lund Poulsen⁶⁴.

À l'approche du vote, aucun des deux blocs, de droite ou de gauche, ne semble capable d'obtenir une majorité⁶⁵. Dans ce contexte, Lars Løkke Rasmussen et son parti des Modérés pourraient jouer un rôle clé pour former un gouvernement, en apportant les voix décisives, possiblement à une coalition de gauche et du centre. Même si Mette Frederiksen et Lars Løkke Rasmussen devraient tous deux reculer par rapport à la précédente élection, ils pourraient rester au pouvoir. Pour Frederiksen, cela signifierait conserver le poste de Première ministre et débiter un nouveau mandat de quatre ans, important pour le Danemark comme pour l'Europe.

Sur le plan extérieur, après des décennies d'alignement avec les États-Unis, l'opinion publique danoise marque un net recul. Une enquête d'opinion réalisée fin janvier 2026 – après que Donald Trump a écarté l'idée de l'usage de la force pour obtenir le Groenland – montre qu'une majorité de Danois se déclarent désormais hostiles aux États-Unis, y compris parmi les électeurs conservateurs et les générations plus âgées. Seuls 17% considèrent encore les États-Unis comme un allié, tandis que 60% les perçoivent comme un adversaire ; 3% refusent de se prononcer, et 20% disent ne pas savoir⁶⁶. De même, près d'un tiers des Danois ont déclaré, dans un sondage réalisé en février dernier, qu'ils considèrent Donald Trump comme une menace aussi grande, voire plus grande, pour le royaume du Danemark que Vladimir Poutine⁶⁷.

La relation avec les États-Unis montre en réalité de profondes fractures au sein de la société danoise, et il n'est pas certain qu'une future administration américaine puisse tout restaurer. Même la figure emblématique de l'atlantisme danois, l'ancien Premier ministre Anders Fogh Rasmussen, reconnaît que cette relation ne redeviendra jamais ce qu'elle était⁶⁸.

Pour sa part, Mette Frederiksen maintient que la coopération transatlantique est « cruciale pour la sécurité et la protection de tous⁶⁹ », mais elle note également : « tout le monde en Europe peut voir que la coopération avec les États-Unis sera différente désormais. Nous ne savons pas encore quelles en seront les conséquences⁷⁰ ». Pendant la campagne, elle a aussi déclaré pour la première fois que les États-Unis ne sont plus le principal allié du Danemark. Selon elle, ce rôle revient désormais à « l'Europe, aux pays nordiques et à des partenaires comme le Canada, malheureusement⁷¹ ».

1. Hugo Septier avec AFP, « Groenland, Panama... Donald Trump refuse d'exclure le recours à la force militaire après ses visées expansionnistes », [BFMTV](#), 8 janvier 2026.
2. « Trump says he reached Greenland deal « framework » with NATO, backs off Europe tariffs », Reuters, 20 janvier 2026.
3. [Amnesty International France](#), « Groenland : la stérilisation non consentie de milliers de femmes inuit », 31 mars 2024.
4. Thomas Prakash, Karoline Kert et Laerke Bøgeholt Baltsen, « Tvangsfjernelse af nyfødt barn har fået folk på gaden i både Nuuk og København », [DR](#), 12 novembre 2024.
5. Sofia Bettiza et Woody Morris, « Nos bébés nous ont été enlevés après un test d'aptitudes parentales biaisé ; nous nous battons maintenant pour les récupérer », [BBC](#), 27 novembre 2025.
6. « Flertal af danskerne afviser uretfærdig dansk behandling af Grønland », [Voxmeter](#), 24 février 2025.
7. Jess Ilse, « Twins with Greenlandic middle names star in royal photos on day of controversy », [Royal Central](#), 8 janvier 2025.
8. Emil Eller et Mette Pabst, « Ny måling: Kun få danskere støtter fuld selvstændighed til Grønland », [DR](#), 25 janvier 2025.
9. Hanna Hvid, « De ældre er mest bekymrede for et Grønland udenfor Rigsfællesskabet », [Sermitsiaq](#), 6 février 2026.
10. « Groenland : la première ministre danoise demande « pardon » aux victimes de la contraception forcée », [Le Monde](#) avec AFP, 24 septembre 2025.
11. Amanda Rishøj Madsen, « Firedoblet! Grønlandske produkter revet af hylderne hos nordjysk virksomhed », [TV2](#), 20 janvier 2026.
12. Andreas Erectus Christensen, « Midt i historisk krise vil rigtig mange af os til Grønland: 'Det er nok på grund af Trump' », [DR](#), 25 janvier 2026.
13. En juin 2022, la Cour suprême des États-Unis a renversé l'arrêt dit Roe v. Wade, supprimant ainsi le droit constitutionnel à l'avortement garanti aux Américaines depuis 1973, alors même qu'une nette majorité de la population américaine se prononce en faveur du maintien du droit à l'avortement. La décision a été adoptée par cinq des neuf juges de la Cour suprême – une configuration largement due au fait que Donald Trump a nommé trois juges durant son premier mandat. Aujourd'hui, treize États nord-américains ont interdit l'avortement. Voir « Droit à l'avortement : la Cour suprême des États-Unis revient sur l'arrêt Roe vs Wade et laisse les États américains libres d'interdire l'IVG », [Le Monde](#), 24 juin 2022.
14. DeZIM, [NaDiRa-Kurzstudie: Black Lives Matter Europe](#), 2021.
15. Thomas Florin et Rasmus Elmelund, « Her er historien om, hvordan vi blev en storforbrugende amerikansk kulturnation », [Information](#), 17 décembre 2021.
16. Julian Isherwood, « Denmark leads Facebook stats », [Politiken](#), 26 janvier 2009.
17. « The world's largest ranking of countries and regions by English skills », [EF](#), 2025.
18. Emrah Sütcü, « Hvor mange gange har USA forsøgt at købe Grønland? », [Historie](#), 15 janvier 2025.
19. Jonas Foldager, « Atomvåben, tvangsflyttelse og en hemmelig militærbase i Grønland: USA har ageret nogenlunde, som det passer dem, og det har de fået lov til », [DR](#), 14 janvier 2025.
20. Anders Damgaard Carlsen, « Clinton-besøg i 1997: 5 symptomer på et Danmark i selvsving », [DR](#), 11 juillet 2017.
21. La « guerre contre le terrorisme » est le nom donné par l'administration du président George W. Bush à ses campagnes militaires après les attentats du 11 septembre 2001.
22. Ninna Rønberg, « Danmark mistede forholdsmæssigt næsten samme antal soldater », [TV2](#), 24 janvier 2026.
23. « Gallup: Danskere imod deltagelse i Irak-krig », [DR](#), 18 mars 2003.
24. [The American Presidency Project](#), « Remarks Prior to a Meeting With Prime Minister Mette Frederiksen of Denmark », 5 juin 2023.
25. Stéphane Hamalian, « La NSA a espionné Merkel et ses alliés européens grâce aux services danois, selon des médias », Euronews avec AFP, 31 mai 2021.
26. Rebecca Ballhaus, Michael C. Bender, Andrew Restuccia et Vivian Salama, « President Trump Eyes a New Real-Estate Purchase: Greenland », [The Wall Street Journal](#), 16 août 2019.

27. Chloé Taylor, « Trump calls Danish prime minister's response on Greenland « nasty » », *CNBC*, 21 août 2019.
28. Flynn Nicholls, « Donald Trump ally suggests trying to purchase Greenland again », *Newsweek*, 8 novembre 2024.
29. « FAKTA: Danmark affejede Trumps købeid om Grønland som absurd », *Berlingske*, 23 décembre 2024.
30. Kristian Klarshov, « Løkke om amerikansk påvirkning: Det er da i høj grad en urovækkende nyskabelse », *Politiken*, 27 décembre 2025.
31. Catherine Duthu, « Donald Trump Jr se rend au Groenland, son président de père veut contrôler ce territoire autonome du Danemark », *France Culture*, 7 janvier 2025.
32. Gavin Blackburn avec AP, « Groenland : J.D. Vance s'est rendu sur la base militaire américaine lors d'une visite controversée », *Euronews*, 28 mars 2025.
33. Katherine Long et Alexander Ward, « U.S. Orders Intelligence Agencies to Step Up Spying on Greenland », *The Wall Street Journal*, 6 mai 2025.
34. Anna M. Christensen, « Knap otte procent af de danske vælgere ville stemme på Trump », *Voxmeter*, 6 novembre 2024.
35. Tom Kerkour, « Sondage BFM TV. Présidentielle américaine : seuls 13% des Français souhaitent une victoire de Trump », *BFM TV*, 30 octobre 2024.
36. Karlyn Bowman, « More Turbulence Ahead: Polls On The US And EU In Europe », *American Enterprise Institute*, 1^{er} avril 2025.
37. Heidi Trillingsgaard et Marie Bergmann, « Usædvanligt dyk i antallet af solgte rejser til USA », *DR*, 14 janvier 2026.
38. Mads Hørkilde et Mia Glerup Fallentin, « NY maaling viser den dybe krise mellem Danmark og USA det er jo et fuldstændigt vildt tal », *Berlingske*, 6 mai 2025.
39. Emil Vincent Sarrouw Jensen et Tobias Reinwald, « Splitter befolkningen: Skal amerikanske soldater have adgang til nordjysk jord », *TV 2 Nord*, 11 avril 2025.
40. Karen Klaerke, « USA beskrives på ny måde i trusselvurdering: 'Noget af det mest følsomme og opsigtsvækkende' », *DR*, 10 décembre 2025.
41. Sandor Zsiros et Jean-Philippe Liabot, « Pourquoi Trump veut-il à tout prix le Groenland, et quelles pourraient être les conséquences pour l'Europe ? », *Euronews*, 5 janvier 2026.
42. Mads Mostrup Jensen, « USA skal ikke fejres: Politikere kræver Rebildfesten aflyst », *DR*, 9 janvier 2026.
43. Anne-Françoise Hivert, « Groenland : l'extrême droite danoise empêtrée dans ses contradictions », *Le Monde*, 19 janvier 2026.
44. « Trump menace de représailles si les pays européens vendent leurs bons du Trésor américain, alors que certains fonds danois se désinvestissent », *Forbes Belgique*, 23 janvier 2026.
45. « Groenland : « Si les États-Unis choisissent d'attaquer militairement un autre pays de l'OTAN, alors tout s'arrête », *Le Monde avec AFP*, 5 janvier 2026.
46. DR, « Debatten: Tør Europa sige nej til Trump? », *Debatten*, 19 janvier 2026.
47. « High alert, troops with ammunition: Denmark preparing amid fears of US strike », *NDTV*, 24 janvier 2026.
48. « Danmark var klar til kamp: Her er ordren til de danske soldater i Grønland », *DR*, 23 janvier 2026.
49. Associated Press, « Watch: Vance says Denmark 'obviously' had not done a proper job in securing Greenland », *The Washington Post*, 9 janvier 2026.
50. Caroline Quevrain, « Les troupes européennes de l'OTAN étaient-elles « en retrait » en Afghanistan, comme l'assure Trump ? », *TF1 Info*, 23 janvier 2026.
51. « 10 000 Danois marchent contre Trump », *Frapp*, 31 janvier 2026.
52. Morten Kromann, « Afghanistan-veteran: Jeg har slået ihjel for USA. Men sandheden er, at de aldrig har været vores ven », *Altinget*, 25 janvier 2026.
53. Jesper Thobo-Carlsen et Carl Emil Arnfred, « Tidligere amerikansk diplomat advarer Danmark - Det Hvide Hus svarer igen », *Politiken*, 1^{er} février 2026.

54. Ask Rostrup, « USA får ikke så meget som et frimærke af et stykke land, siger Jens-Frederik Nielsen », *TV2*, 3 février 2026.
55. « Huit pays européens sont intéressés par une dissuasion nucléaire « avancée » mais la France ne partagera pas « la décision ultime » avec ses alliés, affirme Emmanuel Macron », *France Info avec AFP*, 2 mars 2026.
56. Aurélie Pugnet et Charles Cohen, « L'OTAN envoie un signal politique en lançant l'opération Arctic Sentry », *Euractiv*, 11 février 2026.
57. Karin Axelsson, « Mette Frederiksen på krisetur i Europa: USA er stadig vores tætteste allierede », *Politiken*, 28 janvier 2025.
58. Anton Geist, « I årtier satsede Danmark alt på USA. Det har efterladt os i et sikkerhedspolitisk mareridt », *Information*, 28 janvier 2026.
59. Jesper Knudsen, « Store danske virksomheders regnskaber viser dyb afhængighed af USA », *DR*, 5 février 2026.
60. Antoine Jacob, « Élections au Danemark : la Première ministre sociale-démocrate "n'est plus invincible" », *Courrier international*, 19 novembre 2025.
61. Maiken Brusgaard, « Danskerne ville vælge Troels Lund som statsminister over Mette Frederiksen », *TV2*, 28 décembre 2025.
62. Marie Møller Munksgaard, « Socialdemokratiet og Moderaterne stormer frem i ny måling », *TV2*, 23 janvier 2026.
63. Rebecca Allouche, « Groenland : la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, une coriace en première ligne face à Trump », *Le Parisien*, 19 janvier 2026.
64. « Knap hver tredje vælger foretrækker Mette Frederiksen som statsminister », *Voxmeter*, 6 mars 2026.
65. *Meningsmåling*, *DR*, 17 mars 2026.
66. Emil Eller, « Stort flertal ser nu USA som modstander – ikke som allieret », *Opinion pour DR*, 3 février 2026.
67. Flora Galtt Frydendal, « Knap en tredjedel af danskerne er mere bange for Trump end for Putin: Forholdet til USA er « smadret » », *Berlingske*, 10 février 2026.
68. Erika Ryan, « Former NATO chief on Europe and U.S. relations », *New England Public Media*, 10 février 2026.
69. Philippe Ricard, « Pour la première ministre du Danemark, « l'Europe a su tirer certaines leçons » de la crise provoquée par les menaces de Trump sur le Groenland », *Le Monde*, 29 janvier 2026.
70. Ibid.
71. Michala Rask Mikkelsen, « Statsministeren ser ikke længere USA som Danmarks nærmeste allierede », *DR*, 16 mars 2026.